

# Luites : Bosch, Philips, intermittents, Arcelor, chômeurs...

mardi 17 juin 2008, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juin 2008).

## Sommaire

- [BEAUVAIS : Ça « débosch »](#)
- [Grève illimitée des Philips](#)
- [Intermittents dangereux](#)
- [ARCELOR-MITTAL GANDRANGE \(...\)](#)
- [En défense des chômeurs](#)

## BEAUVAIS : Ça « débosch »

Le jeudi 29 mai 2008, en comité d'entreprise européen, la direction générale de Bosch annonce la fermeture de l'usine de Beauvais pour la fin 2009. Motif officiel ? L'usine de Beauvais est en perte financière constante. La production sera rapatriée à Angers et en Espagne. Pourtant, la branche « freinage » de Bosch, avec un chiffre d'affaires de 47 milliards d'euros, réalise un bénéfice de plus de 4 millions d'euros.

Dès l'annonce de cette fermeture, les 240 salariés de l'usine de Beauvais cessent immédiatement le travail et occupent l'usine. Les médias, la municipalité, le conseil général, la communauté de communes et l'ensemble des pouvoirs publics sont alertés. Les travailleurs fleurissent la ville de Beauvais du slogan « Bosch, c'est bien, c'est beau, ça débosch ! »

Lundi 2 juin, lors d'une rencontre à l'usine, la maire de Beauvais, Caroline Cayeux (UMP), est malmenée par les salariés. Un bruit circule que les terrains de l'usine, à deux pas du centre-ville, intéressent la mairie pour en faire un quartier résidentiel. La maire ne dément pas cette information, concédant qu'une partie des bâtiments qui sont actuellement vides a été cédée à un promoteur, au motif que Bosch avait besoin de cet argent pour l'investir dans l'usine restante !

La proposition de l'intersyndicale (CFDT, CGT, CFTC) de renoncer aux jours de RTT - proposition regrettable - a été refusée par la direction, démontrant ainsi qu'il s'agissait d'une décision politique (rayer l'usine de Beauvais de la carte). Jeudi 5 juin, les salariés de l'usine de Beauvais ont manifesté au siège de Robert Bosch France, à Saint-Ouen. Environ 200 salariés du siège et des employés de l'usine de Rodez ont débrayé en solidarité.

Malheureusement, le vendredi 6 juin, les travailleurs de Beauvais, ne voyant pas de réelles perspectives, ont décidé de reprendre le travail le lundi 9 juin. En contrepartie, la direction payera les jours de grève - qu'elle appellera « journées de mécontentement des salariés » ! - et une prime de 900 euros - ce qui prouve qu'il n'y a pas réellement de problèmes financiers ! En reprenant le travail, les salariés ont conscience qu'il faudra mener d'autres luites pour préserver leur emploi.

**Correspondante**

## **Grève illimitée des Philips**

Lundi 2 juin, les salariés de production du site de Philips EGP de Dreux, spécialisé dans la production de téléviseurs LCD, sont partis en grève illimitée, à l'appel du syndicat CGT de l'entreprise. Après des mois d'incertitude et de mépris patronal (lire Rouge n° 2247), la crise s'est installée durablement. Des velléités de grève se faisaient sentir parmi les salariés. 70 % d'entre eux ont donc décidé de se lancer dans un mouvement permanent, afin d'empêcher les licenciements et la fermeture d'ici un an.

Pourtant, en annonçant, le 26 mars, la suppression de 279 emplois sur 497, la direction du groupe espérait que les salariés resteraient dociles comme des moutons. Mais ce fut la colère face à une multinationale dont le site d'EGP Dreux est rentable. Les salariés ont fait appel à la solidarité de la population drouaise et des alentours. Des opérations escargots et des manifs improvisées, visant à bloquer les axes routiers, ont permis d'informer la population.

Une caisse de solidarité a été créée pour aider les familles en difficulté. Un tract, rédigé et distribué à l'initiative des grévistes, appelle les non-grévistes à rejoindre le mouvement. Le syndicat CGT Philips EGP de Dreux est bien connu dans la région : il n'a jamais collaboré avec la direction et le patronat, et il s'est toujours opposé à leurs actions. Aujourd'hui, les salariés n'ont pas l'intention d'accompagner les licenciements. Ils veulent se battre pour le maintien de l'emploi.

\* *Paru Rouge* n° 2256, 12/06/2008. (Au jour le jour)

---

## **Intermittents dangereux**

Les directions syndicales sont en crise ? Chaque jour apporte son lot d'exemples. Parfois, une chose, qui pourrait paraître sans importance, est révélatrice et éclairante. Ainsi, le 19 avril 2005, des chômeurs, des intermittents du spectacle, des retraités, bref, des travailleurs, se sont invités au siège de la CFDT afin de demander des explications sur la signature des accords les concernant. Deux ans plus tard, à la demande de la direction nationale de la CFDT, sans autre motif que la violation de domicile, deux des manifestants, Michel Roger, de la compagnie Jolie Môme, et Ludovic Prieur, animateur de HNS-info (webmédia associatif et coopératif [www.hns-info.net](http://www.hns-info.net)), sont mis en examen.

Qui dépasse la ligne jaune ? Des travailleurs qui en arrivent à occuper un local syndical ou un syndicat qui porte plainte contre des travailleurs en lutte ? Avant la comparution au tribunal de son accordéoniste (le 25 juin, à 9 h, au tribunal de grande instance de Paris), la compagnie Jolie Môme présente un « cabaret déchaîné ! » De nombreux soutiens sont décidés à intervenir sur cet incroyable procès : Charles Hoareau, Michel Collon, les Blérôts de Ravel, Aline Pailler, Nicolas Lambert, Gérard Delteil, Henri Maler, Roland Diagne, Louis Joinet, Les Fils de Teuhpu...

Dimanche 15 juin, dès 14 h, au Théâtre de l'Épée de bois, à la Cartoucherie de Vincennes.

Renseignements : 01 49 98 39 20 ou [www.cie-jolienome.org](http://www.cie-jolienome.org)

\* *Paru dans Rouge n° 2255, 05/06/2008.* (Au jour le jour)

---

## **ARCELOR-MITTAL GANDRANGE (MOSELLE) : La grève marque un point**

***À l'issue de neuf jours de grève, les sidérurgistes en grève ont obligé le groupe Arcelor-Mittal à revoir les dispositions du plan social associé à sa décision de fermeture de l'aciérie en 2009.***

lors que Sarkozy faisait le clown à l'usine avec des promesses de charlatan, Mittal ficelait son plan de 575 suppressions d'emplois, sans trop de vagues. La sidérurgie a été, depuis le début des années 1970, une formidable machine à engraisser le patrimoine de quelques familles. Des De Wendel au baron Seillière hier, jusqu'à Mittal aujourd'hui, les gouvernements ont toujours contribué à leur enrichissement et il était naïf de croire qu'avec Sarkozy, les choses allaient changer.

La grève a été décidée à l'initiative des jeunes ouvriers (lire Rouge n° 2253). Soutenue par la CGT, l'assemblée générale avait décidé de bloquer tous les accès et, pendant neuf jours, la production a été totalement paralysée par la présence d'un piquet de grève permanent.

Au même moment, plusieurs centaines de salariés de Gepor, la filiale logistique du groupe, se sont également mis en grève. La direction a agité la menace d'intervention policière et elle a également tenté d'opposer les salariés entre eux, en diffusant des informations sur une éventuelle fermeture totale du site et l'abandon possible des projets d'investissement, annoncés sur la région par le groupe. Le directeur s'est déplacé avec ses sbires endimanchés pour une discussion improvisée avec le piquet de grève, assortie de promesses sans garanties.

Mais, face à la détermination des grévistes, la direction a finalement accepté de revoir son plan au cours d'une négociation avec toutes les organisations syndicales. Les grévistes ont arraché une offre de reclassement supplémentaire, le maintien du salaire pendant deux ans et un dispositif permettant aux plus de 56 ans de rester employés sur le site à temps partiel tout en étant payé à temps plein. La nouvelle organisation du travail sera également revue. Sur ces bases, l'assemblée générale des grévistes a voté la reprise. Au même moment, les ouvriers de Gepor obtenaient également l'attribution de repos supplémentaires et une revalorisation des salaires. Compte tenu du rapport de force - seule une partie des ouvriers était en grève - les acquis ne sont pas négligeables. Depuis de nombreuses années, les traditions de lutte étaient éteintes dans la sidérurgie lorraine et le fait que de jeunes ouvriers obligent Mittal à rabattre un peu son caquet est encourageant pour l'avenir.

### **Correspondant**

\* *Paru dans Rouge n° 2254, 29/05/2008.*

---

## **En défense des chômeurs**

A l'appel du Mouvement national contre la précarité (MNCP) avec, localement, la participation d'AC ! et de l'Apeis, plusieurs actions se sont déroulées devant les agences ANPE, le mardi 20 mai. Le sens de cette journée était de dénoncer la politique de contrôle des chômeurs, qui tient lieu de politique de lutte contre le chômage. À Paris, les chômeurs ont donc investi la direction départementale de l'ANPE pour demander la (re)mise en place des comités de liaison. À Saint-Gaudens et Tarbes, des tractages ont été organisés devant l'ANPE et l'Unedic, ainsi que l'installation d'une boîte aux lettres pour récupérer les 500 000 offres non pourvues. Le MNCP demande que, en cas de menace de radiation, un chômeur puisse être accompagné à un entretien préalable, et que les sanctions financières soient interdites. Autre revendication, le contrôle ne doit pas être fait par l'agent qui propose des offres d'emploi (contrairement à ce qui est prévu dans le cadre de la fusion ANPE-Unedic).

Cette journée était soutenue par deux syndicats de l'ANPE, le SNU et SUD. Mais les organisations syndicales ont du mal à prendre en charge cette question et les agents de l'ANPE ont bien souvent intégré « l'opposition » entre salariés en poste et chômeurs. Le projet de loi était examiné le 26 mai au Conseil supérieur de l'emploi. Il doit être adopté avant l'été. Prochaine perspective en discussion, une nouvelle journée d'action, le 18 juin. Une réunion unitaire est prévue le 29 mai pour avancer sur cette échéance.

\* *Paru dans Rouge n° 2254, 29/05/2008.* (Au jour le jour)